

**Colloque « Protester XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> »**

**Histoire et sociologie des mouvements sociaux »**

**28-29 septembre 2006**

**Table ronde : histoires individuelles et histoire collective**

**Titre :** Les prêtres-ouvriers : des trajectoires subversives.

**Introduction**

Nous allons intervenir à partir du livre *Prêtres et ouvriers*. Ce livre, que nous avons écrit ensemble, croise deux points de vue, celui de l'histoire et celui de la sociologie. On peut parler d'un travail de socio-histoire. Notre objectif était de faire l'histoire d'un processus et non d'un mouvement organisé à l'instar de l'Action catholique spécialisée avec son cortège d'organisations comme la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) ou la JAC (Jeunesse agricole catholique), organisations créées par l'Église catholique avec un encadrement et une hiérarchie des engagements. Nous avons donc tenté de comprendre un processus et d'en dégager le sens. Pour nous inscrire dans le thème de la matinée « histoires personnelles et histoires collectives », nous allons successivement dire en quoi les trajectoires de prêtres-ouvriers ont été au cœur de notre recherche, montrer les choix qui ont présidé à leur infléchissement et comment elles ont pu apparaître comme subversives dans le champ religieux.

**1– Cadrage historique : quelques trajectoires de prêtres-ouvriers inscrits dans l'histoire des prêtres-ouvriers**

Pour commencer je vais faire un bref cadrage historique afin de situer les trajectoires des prêtres-ouvriers dans leur histoire. Parler de prêtres-ouvriers, c'est évoquer des prêtres catholiques qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont choisi, pour des raisons d'ordre apostolique, de travailler en usine ou sur des chantiers du bâtiment, des prêtres qui ont décidé de se faire ouvriers parmi les ouvriers. Pour aller vite, l'idée au départ était la suivante : si les ouvriers ne fréquentaient plus les paroisses, c'était aux prêtres à aller vers

eux. Une des façons d'y parvenir a été de sortir des cadres religieux traditionnels et des mouvements officiels de l'Église. Les prêtres-ouvriers ont donc été déchargés de toute fonction paroissiale, convaincus que la seule façon de rejoindre la classe ouvrière était d'en partager le sort, c'est-à-dire d'avoir les mêmes conditions de travail et d'habitat. Enfin – et c'est important de le souligner – il s'agit de prêtres envoyés en mission en terre ouvrière (que ce soit par leur évêque pour les prêtres diocésains ou par le supérieur de leur ordre pour les religieux), des prêtres envoyés à des fins d'évangélisation, non pas le temps d'un stage ou d'une expérience, mais durablement, « sans esprit de retour » (selon leurs propres termes), comme des missionnaires envoyés dans des continents lointains. Leur histoire entre 1944 et 1969 a été marquée par des décisions romaines :

- la première, très médiatisée en 1954 lorsque la hiérarchie catholique française les a sommés de cesser tout travail en usine et sur les chantiers, mesure qu'ils ont vécue comme une véritable condamnation
- la deuxième en 1959 lorsqu'il a été formellement interdit à tout prêtre d'exercer une activité salariée
- la troisième en 1965 lorsque, à la fin du concile Vatican II, les prêtres ont été autorisés à pouvoir à nouveau travailler
- enfin en 1969 lorsque l'équipe nationale des prêtres-ouvriers a obtenu son autonomie.

Ce petit balayage historique fait, je vais aborder la manière dont nous avons appréhendé certaines trajectoires de prêtres-ouvriers. Dans le livre, nous en avons retenu une trentaine sur la base d'entretiens, d'autobiographies, de textes écrits par des prêtres-ouvriers et de fonds d'archives.

Nous avons disposé d'interviews réalisées entre 1992 et 2000. Ces interviews ont été menées par des prêtres-ouvriers dans le cadre d'un travail de mémoire qu'ils avaient décidé de faire pour que la parole des premiers prêtres-ouvriers ne passe pas à la trappe de l'histoire. Le souci n'était pas de constituer un échantillon à des fins représentatives, mais de repérer les prêtres-ouvriers les plus âgés et de faire en sorte qu'ils soient interviewés. Les premiers entretiens causèrent quelques surprises aux intervieweurs. La tâche se révélait ardue car les prêtres-ouvriers interviewés ne s'étaient pas livrés comme ils l'auraient souhaité. Ils opposaient deux types de résistances :

1° le fait de devoir parler de soi et d'y trouver un quelconque intérêt

2° la crainte, justifiée au vu de l'histoire des relations des prêtres-ouvriers avec la hiérarchie catholique, d'une utilisation détournée ou mal interprétée de la parole émise.

Pourquoi ?

Il nous a semblé que la première des raisons était due à leur choix de vie. Ils avaient en effet, en devenant prêtres-ouvriers, renoncé volontairement à toute forme publique et ostensible du ministère de la parole. C'est une disposition si intégrée que parler prenait la forme d'une rupture de contrat. D'autre part, s'exprimer devant un microphone faisait resurgir les circonstances dans lesquelles ils avaient souffert de voir leurs propos déformés, pour ne pas dire dénaturés, après avoir été invités à donner leur témoignage en « toute confiance ». Il ne faut pas oublier que « donner la parole » à quelqu'un, qu'il s'agisse d'un individu ou d'un collectif, est toujours un geste de pouvoir. C'est souvent parce que celui qui donne la parole s'arrogé le plus souvent le droit de la reprendre et de la reconstruire que les interviewés se sentent trahis. Les prêtres-ouvriers, ceux qui ont été confrontés à leur suppression en 1954, y ont été particulièrement sensibles. Leurs craintes, au regard du passé, étaient légitimes.

Autre remarque : le fait que les prêtres-ouvriers aient été interviewés par d'autres prêtres-ouvriers a favorisé des avantages comme des inconvénients. Des avantages car il y a eu des complicités, un climat de confiance et un niveau de censure considérablement réduit. La connaissance que les uns avaient des autres a fait jaillir les multiples liens qui existent entre les prêtres-ouvriers. Il a parfois suffi d'un seul nom cité pour que d'autres apparaissent et montrent l'imbrication des relations entre différents acteurs de l'espace religieux. Quant aux inconvénients, ils se sont traduits par des non dits, des blancs chaque fois que les situations de proximité ont eu pour conséquence de faire l'économie de questions sur des sujets connus de tous et supposées aller de soi.

Comment avons-nous établi les trajectoires personnelles des prêtres-ouvriers à partir des matériaux dont nous disposons ? Nous avons procédé de deux manières.

1° Nous avons travaillé en croisant l'histoire et la sociologie, plus exactement nous avons établi un va-et-vient entre les entretiens et des textes attestant des effets de contextes en constatant, d'une part, que les entretiens, une fois retranscrits, ont tendance à abolir le temps, on pourrait même dire qu'on est en présence d'un temps suspendu, puisqu'il est possible de

revenir en arrière, de comparer les passages, etc. et que d'autre part la fonction narrative du récit oral entraîne à la fois des digressions, des libertés d'expression, comme des amalgames ou des erreurs de date.

2° Nous avons resitué ce que chaque entretien individuel disait en recourant à des textes qu'eux-mêmes avaient parfois écrits ou que d'autres avaient écrits (je songe aux publications sur les prêtres-ouvriers, mais aussi à des travaux de recherche). Nous avons donc eu recours à un ensemble de textes qui nous ont aidés à construire le sens que chacun donnait à ses engagements.

Il faut ajouter que nous avons travaillé de manière collective avec un petit collectif de prêtres-ouvriers représentatif des familles religieuses qui ont eu des prêtres-ouvriers. Nous avons lu les entretiens en tenant compte de la richesse de la diversité des lectures des membres du groupe de travail qui nous apportaient aussi les acquis de leur propre expérience. Nous nous sommes d'abord attaché à distinguer les différents thèmes qui jalonnaient chaque itinéraire et, assez vite, nous nous sommes aperçus qu'il fallait établir une périodisation pour pouvoir distinguer les différences entre les acteurs. Il n'est pas possible en effet de parler des prêtres-ouvriers en général, ni de parler de parcours types, il faut tenir compte des événements qui ont jalonné leur histoire. Pour prendre un exemple, la suppression des prêtres-ouvriers en 1954 délimite deux générations de prêtres-ouvriers, c'est si patent qu'on peut parler d'effets de générations. Ainsi, les prêtres-ouvriers d'avant 1954 forment une génération, la première, qui se caractérise par le mode de formation inculqué aux prêtres-ouvriers, par le fait d'avoir initié un nouveau modèle de prêtre, d'avoir vécu dans une atmosphère d'effervescence apostolique de l'immédiat après-guerre (Fouilloux). Les prêtres-ouvriers de la deuxième génération, celle qui va de la suppression des prêtres-ouvriers en 1954 à l'autorisation de travailler à nouveau plein temps en 1965, ces prêtres-ouvriers ont dû se positionner par rapport à la première génération, par rapport à leur entrée au travail qui s'est faite dans une grande discrétion et s'est traduite par le fait qu'ils ont vécu dans une quasi-clandestinité qui ne sera levée qu'avec le concile Vatican II.

Une fois la périodisation acquise, nous avons tâché de repérer les oppositions comme celles entre diocésains et religieux, mais aussi à évaluer le poids des conditions sociales,

économiques, politiques et religieuses. Les initiatives des prêtres-ouvriers ne pouvaient pas se comprendre si on ne tenait pas compte de la situation de la France après la guerre qui se lance dans sa reconstruction économique. On ne saurait non plus oublier que le choix de devenir prêtre-ouvrier était un choix profondément religieux. Si l'on peut avancer que les prêtres-ouvriers ont voulu changer la place de l'Église dans la société c'est parce qu'ils ont été particulièrement sensibles à certains désajustements, notamment la déchristianisation de certaines régions françaises ou encore le « mur » pour reprendre les termes du cardinal Suhard qui existait entre les classes populaires et l'Église.

Mais surtout, nous avons tenu à faire une lecture dynamique des trajectoires. Qu'entendons-nous par là ? C'est attraper ce que disent les acteurs, non pas au sens strict d'une seule analyse de contenu, mais en replaçant toujours leurs propos dans les conditions du moment. C'est aussi repérer les moindres décalages ou désajustements qui étaient exprimés. Par exemple, nous avons systématiquement relevé certaines références à des ouvrages, je pense à l'ouvrage des abbés jocistes Godin et Daniel qui ont écrit *La France, pays de mission ?* (paru en 1943) ou à des figures emblématiques, comme le Père de Foucauld ou le Père Lebbe pour comprendre le processus de genèse de la vocation de prêtre-ouvrier. Nous avons été frappés de voir que le livre de Godin et Daniel avait agi comme un révélateur : ceux qui l'ont lu y ont trouvé ce qu'ils ressentaient, à savoir les tensions qui existaient entre le mode d'organisation et de fonctionnement de l'Église et les transformations de la société du milieu du XX<sup>e</sup> siècle. En fait, nous sommes partis des intentions subjectives des prêtres-ouvriers sans pour autant faire comme si ce sens vécu épuisait la signification et les engagements de se faire prêtres et ouvriers pour la vie. Nous avons rapporté les volontés individuelles exprimées à un ensemble de réalités plus large, plus global (on pourrait parler de champs social et religieux) pour faire apparaître comment les intentions d'être prêtres autrement ont pu se réaliser. Nous avons ainsi souligné comment des prêtres en sont venus à renoncer au ministère des sacrements et de la parole qu'ils avaient appris à exercer, autrement dit à faire silence sur les fonctions sacerdotales auxquelles ils étaient voués, pour conquérir la parole ouvrière en tant que prêtres et ouvriers. C'est bien en essayant d'attraper les trajectoires dans tous leurs états que nous avons pu construire le sens de l'engagement des prêtres-ouvriers.

## **2- Choix obligés d'histoires singulières de prêtres-ouvriers de première génération.**

Les choix que nous avons faits lors de l'enquête sur les prêtres-ouvriers et qui viennent d'être rappelés ne reposent pas principalement sur un parti pris de méthode – donnant par exemple le primat « au qualitatif » par rapport « au quantitatif », comme on dit souvent – encore moins sur une théorie générale postulant que ce sont toujours les individus qui, de manière unilatérale, « font le social ». Nos choix se justifient, d'un point de vue sociologique, au regard des conditions institutionnelles et historiques dans lesquelles ceux qui sont devenus des prêtres-ouvriers se sont mobilisés. C'est précisément par souci de prendre en compte ces conditions que les analyses qui suivent se réfèrent exclusivement aux prêtres-ouvriers qui ont été identifiés comme étant « de première génération » (i.e. « passés au travail » avant la condamnation de 1954).

J'évoquerai trois types de conditions qui ont mis ceux qui allaient être les premiers prêtres-ouvriers en situation de se déterminer individuellement ou, pour le dire autrement, d'avoir été objectivement amenés à prendre ainsi position.

- *conditions de positionnement religieux*. Il faut rappeler que les séminaristes, les prêtres ou les religieux qui ont fait « le choix sans retour » de « passer au travail » ont répondu à des motivations d'ordre religieux. Il faut aller chercher du côté de la socialisation sacerdotale – et secondairement de l'origine sociale – les raisons les plus fortes qui les ont poussés à sortir du destin clérical qui leur était ouvert dans le cadre des fonctions les plus reconnues (de paroisse ou en aumônerie) pour se faire ouvriers pour la vie entière. Seules, des histoires singulières peuvent faire ressortir à partir de scolarités globalement identiques, du moins proches (dans les séminaires des années de l'immédiat après-guerre), toutes les petites différences par lesquelles certains séminaristes se sont sentis de plus en plus enfermés dans un monde clérical devenant chaque jour plus insupportable. Ce sont toutes ces expériences – souvent invisibles – qui les ont amenés à refuser le destin probable, à prendre de la distance par rapport à la fonction de prêtre exercée sur les lieux traditionnels, en un mot à se retrouver aux marges de l'espace religieux, là où l'institution tient moins ses agents et où les marges de jeu (largement individuelles) sont les plus grandes. Pour illustrer les effets de ce positionnement aux frontières de l'institution, on pourrait mentionner la relation très ambivalente des prêtres-ouvriers, lors des entretiens, au mot « Eglise ». Alors qu'ils refusent catégoriquement de passer pour des dissidents, ils se sont montrés très réactifs au mot « Eglise » qui leur apparaissait comme trop institutionnel et trop rive à un monde passé dans lequel les prêtres étaient du côté des « classes dominantes ».

- *conditions d'engagement pratique de type prophétique.* Les prêtres-ouvriers de première génération ont été en position d'innover religieusement, immergés dans des situations qui les poussaient à inventer des modes de présence pastorale, sans modèle préexistant. Par définition, c'est en échappant à la formation traditionnelle des prêtres qu'ils se sont retrouvés, sans calcul explicite, sur le chemin de l'usine. Si bon nombre d'entre eux sont passés par le séminaire de Lisieux (ouvert en 1943), ce lieu de formation n'était nullement tourné vers l'« envoi » en usine, tout au plus vers une pastorale adaptée aux régions déchristianisées. Très précis sur le type de prêtre qu'ils refusaient, les prêtres-ouvriers des années 50 étaient peu diserts sur le projet pastoral recherché. Cette absence de force d'homogénéisation d'un « autre clergé » condamnait chacun à trouver individuellement la manière d'être « prêtre autrement ».

À cela, il faut ajouter les effets de la guerre. En inversant la formule de Gaston Bachelard, on pourrait parler à propos des premiers prêtres-ouvriers d'une « causalité de l'improbable ». En grande partie, ils ont été faits par toute une série d'événements imprévisibles qui, sans préparation, les a plongés dans des situations auxquelles ils n'étaient pas « ajustés ». L'occupation des grands séminaires, l'urgence de se positionner face au STO, les rencontres dans les camps de prisonniers ont été autant de situations-chocs qui leur ont fait comprendre brutalement à quel point leur formation cléricale les enfermait dans un monde séparé, à des années-lumière de l'univers réel des classes populaires. En lieu et place d'une formation cléricale homogénéisante, ils ont été confrontés à des circonstances qui ont joué le rôle de révélateur en les mettant dans l'obligation de se positionner personnellement comme « prêtres hors les murs » de l'institution, serait-on tenté de dire. Henri Barreau, vocation tardive après avoir été ouvrier du textile, incarne parfaitement cette prise de conscience. Nous citons dans le livre un extrait de son journal dans lequel il raconte comment, dans le camp où il est interné en Allemagne, il a pris conscience qu'il était prisonnier pour la seconde fois, après l'avoir été dans l'usine de son village natal, pris dans les relations d'exploitation ouvrière.

*conditions d'organisation.* Condamnés à improviser une conduite totalement inédite sur le terrain de l'usine et du quartier ouvrier, les prêtres-ouvriers n'étaient pas pour autant atomisés. Pour la très grande majorité d'entre eux, ils vivaient en équipe et constituaient des réseaux au sein desquels ils conduisaient une réflexion, et parfois une vie spirituelle. Ces regroupements se faisaient au niveau des quartiers, des villes et dépassaient rarement l'échelle de la région. Avant 1954, l'organisation sur le plan national qui structure, en règle générale, le véritable mouvement, était restée au stade d'une amorce d'équipe nationale. On ne s'étonnera pas que,

parmi les interdits de janvier 1954, figurait la suppression de toute structure de représentation et d'animation nationale. Était ainsi cassée l'une des médiations obligées par laquelle les prêtres-ouvriers, dispersés géographiquement, étaient en passe de se donner une existence collective et une visibilité en tant que groupe doté d'une vie propre.

### **3 – Subversion religieuse et engagement dans le mouvement ouvrier.**

Dans les entretiens ainsi que dans les textes produits durant les années 50, les prêtres-ouvriers affichent un refus de se vivre comme « un mouvement ». Leur volonté d'enfouissement dans la classe ouvrière, à l'opposé de toute démonstration d'une quelconque force cléricale, leur interdisait de se penser comme tel. Ce refus vient rappeler qu'un « mouvement » est une réalité construite, faite d'organisations et de croyances à travers lesquelles s'opère un travail d'encadrement et d'inculcation d'une vision du monde. Pour les prêtres-ouvriers de la première heure, le mot « mouvement » ne pouvait qu'évoquer l'intention d'une institution-Eglise, sûre de sa vérité et de sa morale, voulant convertir à ses valeurs une classe ouvrière avec laquelle elle avait perdu tout contact. L'Action catholique spécialisée – l'ACO en tête – représentait à leurs yeux « le mouvement catholique » par excellence, dans sa prétention à la domestication d'une classe ouvrière à la mesure de sa méconnaissance de cette dernière, de sa culture et de ses valeurs.

La ruse de l'histoire veut que les prêtres-ouvriers aient puisé la force de repousser tout mouvement clérical, en se fondant dans un autre mouvement, accepté et revendiqué par eux, qu'est le mouvement ouvrier. Il leur est apparu très vite comme une évidence que « se faire ouvrier », c'était se faire syndicaliste (à 100 % d'entre eux) et, qui plus est, syndicaliste à la CGT, syndicat de la classe ouvrière. L'association des deux mots prêtre-ouvrier est venue exprimer le principe qui est au fondement de leur subversion. En faisant se rejoindre le pouvoir symbolique de l'Église et le pouvoir de mobilisation des instances ouvrières, les prêtres-ouvriers opéraient une double subversion : d'une part, ils subvertissaient l'Église, jusque là associée aux classes dominantes et politiquement réactionnaires ; d'autre part ils consacraient la classe ouvrière en promouvant ses valeurs au titre de nouvel humanisme et en en faisant le moteur de la transformation sociale vers un salut collectif sur terre. On comprend dans ces conditions que lorsque la hiérarchie catholique a levé l'interdiction des prêtres-ouvriers en 1965, elle les ait relancés, de manière très contrôlée et contenue en nombre, sous l'appellation de « prêtres au travail ». Était ainsi réaffirmé le primat du prêtre qui, par souci



pastoral, « va au travail », mais sans s'identifier aux ouvriers ni se fondre dans un mouvement aux visées athées et révolutionnaires.

L'ultime paradoxe aura probablement été – du moins peut-on émettre l'hypothèse – que c'est la condamnation totale des prêtres-ouvriers de 1954 par Rome et les évêques de France qui aura transmué les prêtres-ouvriers en un « mouvement » qu'ils avaient toujours refusé d'incarner. Ce n'est pas le lieu d'expliquer pourquoi la hiérarchie a ainsi perçu les prêtres-ouvriers dans une vision qui ne pouvait conduire qu'à la condamnation. Nous nous bornons à constater que la hiérarchie catholique a vu dans les prêtres-ouvriers une force de subversion sans commune mesure avec le nombre de divisions engagées. Il ne fait aucun doute qu'elle leur a prêté une force collective provenant de la classe sociale que les prêtres-ouvriers disaient avoir rejoint pour en consacrer les valeurs et les objectifs.

